

1981, chapitre 26

## LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES TRANSPORTS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

---

### **Projet de loi n° 31**

présenté par M. Michel Clair

Première lecture le 30 novembre 1981

Deuxième lecture le 16 décembre 1981

Troisième lecture le 19 décembre 1981

**Sanctionnée le 19 décembre 1981**

---

**Entrée en vigueur par proclamation du Gouvernement**

---

---

### **Lois modifiées:**

Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12)

Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14)

Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9)

Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)

Loi sur les subventions aux commissions scolaires (L.R.Q., chapitre S-36)

Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83)

Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84)

Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85)

Charte de la Ville de Laval (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 89)

Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98)

Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70)

Code de la sécurité routière (1981, chapitre 7)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Code municipal



**Éditeur officiel**  
Québec





## CHAPITRE 26

### Loi modifiant la Loi sur les transports et d'autres dispositions législatives

[Sanctionnée le 19 décembre 1981]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,  
c. T-12,  
a. 4, remp.

**1.** L'article 4 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12) est remplacé par le suivant:

Subven-  
tions.

«**4.** Le ministre peut accorder des subventions pour fins de transport.».

L.R.Q.,  
c. T-12,  
a. 5, remp.

**2.** L'article 5 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 8 des lois de 1981, est remplacé par le suivant:

Réglemen-  
tation.

«**5.** En outre des autres pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut, par règlement:

a) établir des normes, des conditions ou des modalités de construction, d'utilisation, de garde, d'entretien, de propriété, de possession ou de location, de salubrité et de sécurité d'un moyen ou d'un système de transport qu'il indique;

b) créer et délimiter ou autoriser la Commission, dans les cas et aux conditions qu'il détermine, à créer et délimiter des divisions territoriales;

c) déterminer les activités qui requièrent un permis, y prévoir des exceptions eu égard à des types de transporteurs, à des types de services, aux moyens ou systèmes de transport utilisés et au territoire couvert ou à la distance parcourue et édicter des conditions pour l'exercice de ces activités;

d) déterminer les classes et les catégories de permis, établir des normes permettant de déterminer le nombre minimum et

maximum de permis et édicter les conditions auxquelles une personne peut obtenir et être titulaire d'un permis;

*e)* édicter des conditions de maintien, de cession et de transfert d'un permis au cas de cession de la propriété ou de changement de contrôle d'un moyen ou d'un système de transport et au cas d'une acquisition visée à l'article 44;

*f)* édicter les conditions et modalités applicables au renouvellement d'un permis et prévoir les cas où un permis peut être renouvelé par l'administrateur de la Commission;

*g)* fixer les exigences applicables à la gestion et au financement des moyens ou systèmes de transport, à l'équipement des transporteurs, à l'échange d'équipement, ainsi qu'à l'établissement ou à la modification des circuits ou des parcours des transporteurs;

*h)* décréter des normes de tarifs, de taux ou de coûts de transport, de tirage de remorque, de semi-remorque, de fardier ou de maison, de bureau ou d'usine sur roues, de location de véhicules et de courtage en transport;

*i)* décréter, à l'égard d'une activité, d'un service ou d'une division territoriale, que les taux et les tarifs sont régis par une procédure de dépôt à la Commission, déterminer les modalités de cette procédure et les règles applicables à leur entrée en vigueur;

*j)* décréter, à l'égard des personnes qu'il détermine, la gratuité d'un service de transport;

*k)* édicter les règles de pratique et de régie interne de la Commission après consultation de celle-ci, adopter des tarifs d'honoraires et décréter les droits annuels ou autres droits payables pour les affaires soumises à la Commission, déterminer les cautionnements qui peuvent être exigés et les conditions de remise ou de confiscation de ceux-ci;

*l)* modifier les divisions administratives prévues par l'article 18, en créer de nouvelles et attribuer à une division une catégorie de transport;

*m)* fixer les exigences applicables à une estimation, à un contrat et à un connaissance dans le cas d'un transporteur;

*n)* déterminer les stipulations minimales que doit contenir le contrat d'un transporteur et prescrire la couverture minimale d'une police d'assurance-responsabilité civile ou d'une garantie de solvabilité requise d'un transporteur;

*o)* déterminer les normes et les conditions de création, de fonctionnement, de financement et de gestion applicables à celui qui veut fournir ou qui fournit un service de courtage en transport à un transporteur qui détient un permis pour le transport d'une

matière en vrac et déléguer à la Commission, généralement ou spécialement, l'exercice de ces pouvoirs;

*p)* déterminer les normes et les conditions de création, de fonctionnement, de financement et de gestion d'une entreprise, d'une association ou d'un organisme qui fournit des services de publicité, de répartition d'appels ou d'autres services de même nature aux propriétaires ou aux chauffeurs de véhicules-taxis;

*q)* prescrire les formules nécessaires à l'application de la présente loi.

Entrée en  
vigueur.

Un règlement adopté en vertu de la présente loi entre en vigueur à compter de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.».

L.R.Q.,  
c. T-12,  
a. 6, mod.

**3.** L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b)* prescrire les normes et les conditions de reconnaissance par la Commission de tout organisme ou d'une association de transporteurs visés dans le paragraphe *a*.».

L.R.Q.,  
c. T-12,  
a. 18, mod.

**4.** L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 1<sup>o</sup> par le suivant:

«1<sup>o</sup> *Transport public*:

Transport  
public.

Le transport public comprend le transport de personnes moyennant rémunération au moyen d'un véhicule automobile au sens du Code de la sécurité routière (1981, chapitre 7), à l'exception du transport scolaire.».

L.R.Q.,  
c. T-12,  
a. 23, mod.

**5.** L'article 23 de cette loi, modifié par l'article 9 du chapitre 8 des lois de 1981, est de nouveau modifié par la suppression, dans le second alinéa, des mots «à un transport d'écoliers.».

L.R.Q.,  
c. T-12,  
a. 32, mod.

**6.** L'article 32 de cette loi, modifié par l'article 10 du chapitre 8 des lois de 1981, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes *e*, *f* et *k*.

L.R.Q.,  
c. I-14,  
aa. 195 et  
196, remp.

**7.** La sous-section 17 de la section IV de la partie III, comprenant les articles 195 et 196 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), est remplacée par la suivante:

« § 17. — *Des pouvoirs des commissions scolaires relativement au transport scolaire*

Pouvoirs  
des com-  
missions  
scolaires.

«**195.** Une commission scolaire peut, avec l'autorisation préalable du ministre des Transports donnée après consultation du Ministre, exercer les pouvoirs accordés à une commission régionale par les articles 431 à 431.8.

Application,  
aa. 440 et  
440.1.

L.R.Q.,  
c. 1-14,  
a. 431,  
remp.,  
aa. 431.1 à  
431.10, aj.  
Pouvoirs  
et devoirs  
des com-  
missions  
scolaires.

«**196.** Les articles 440 et 440.1 s'appliquent à une commission scolaire visée dans l'article 195.».

**8.** L'article 431 de cette loi, modifié par l'article 45 du chapitre 80 des lois de 1979, est remplacé par les suivants:

«**431.** Les dispositions de la présente loi, quant aux pouvoirs, devoirs et obligations des commissions scolaires et des commissaires d'écoles, s'appliquent, en les adaptant, à la commission régionale et à ses commissaires.

Transport  
de la client-  
èle sco-  
laire.

«**431.1** Une commission régionale peut organiser le transport de la totalité ou d'une partie de la clientèle scolaire résidant sur son territoire, assumer les dépenses à cette fin et conclure une entente pour assurer le transport de la totalité ou d'une partie de la clientèle scolaire d'une commission scolaire, d'une autre commission régionale, d'une institution d'enseignement privée ou d'un collège d'enseignement général et professionnel.

Coût du  
transport.

Lorsque la commission régionale organise du transport le midi, pour permettre à sa clientèle scolaire d'aller dîner à domicile et de revenir pour les cours d'après-midi, elle peut réclamer le coût de ce transport à ceux qui en bénéficient.

Utilisation  
de véhicu-  
les.

«**431.2** La commission régionale peut effectuer ce transport au moyen de véhicules qui lui appartiennent ou qu'elle loue. Toutefois, elle doit obtenir au préalable l'autorisation du ministre des Transports.

Contrat de  
transport  
scolaire.

«**431.3** La commission régionale peut accorder un contrat de transport scolaire après négociation de gré à gré ou après demande de soumissions publiques. Toutefois, elle ne peut être obligée de retenir quelque soumission que ce soit, même la plus basse.

Octroi d'un  
contrat de  
transport  
scolaire.

«**431.4** Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les étapes du processus d'octroi d'un contrat de transport scolaire, prévoir à chaque étape des restrictions et des conditions à l'octroi d'un contrat, limiter à certains transporteurs le pouvoir de la commission régionale de négocier de gré à gré et prescrire les stipulations minimales que doit contenir un contrat.

Conditions  
de validité.

Pour être valide, un contrat de transport scolaire doit être conclu conformément au règlement prévu par le premier alinéa, être constaté par un écrit et sa durée ne doit pas être supérieure à celle fixée par le ministre des Transports ou, à défaut d'une telle fixation, à trois années scolaires.

Transport  
d'une client-  
èle autre  
que sco-  
laire.

«**431.5** En outre de la clientèle scolaire désignée par la commission régionale comme bénéficiaire des services de transport

qu'elle organise, celle-ci peut, avec l'autorisation préalable du ministre des Transports, après avoir déterminé le nombre de places disponibles, permettre à d'autres personnes d'utiliser ces services, jusqu'à concurrence de ce nombre de places, et fixer le prix du passage qu'elle peut requérir. Un transporteur scolaire lié par contrat avec la commission régionale doit faire monter ces personnes s'il y a des places disponibles pour les asseoir à défaut de quoi ce contrat peut être annulé à la demande de la commission régionale. Toute convention contractuelle à l'effet contraire est nulle.

Intégration à un service régulier de transport en commun.

«**431.6** L'article 431.5 ne s'applique pas lorsque le transport de la clientèle scolaire est intégré au service régulier de transport en commun d'un organisme public de transport ou d'un titulaire de permis de transport en commun.

Participation aux frais de transport.

«**431.7** Que la commission régionale soit ou non liée par contrat de transport scolaire pour le transport de sa clientèle, elle peut verser directement à celle-ci un montant destiné à couvrir en tout ou en partie ses frais de transport.

Comité consultatif de transport.

«**431.8** Une commission régionale qui exerce ses pouvoirs d'organisation du transport scolaire doit d'abord procéder à la création d'un comité consultatif de transport dont la composition, les pouvoirs et le fonctionnement doivent respecter les normes établies par règlement du gouvernement.

Subventions de transport scolaire.

«**431.9** Une commission régionale ou une commission scolaire autorisée en vertu de l'article 195 à exercer les pouvoirs d'une commission régionale reçoit des subventions de transport scolaire dont les montants sont déterminés par le ministre des Transports après consultation du ministre et approuvés par le Conseil du trésor.

Entrée en vigueur.

«**431.10** Les règlements adoptés par le gouvernement en vertu des articles 431.4 et 431.8 entrent en vigueur à compter de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.».

L.R.Q., c. I-14, a. 440, remp., a. 440.1, aj.  
Dépenses de transport.

**9.** L'article 440 de cette loi, remplacé par l'article 365 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par les suivants:

«**440.** Le coût des dépenses de transport effectué par une commission régionale pour le compte des commissions scolaires qui en sont membres ou pour le compte d'une autre commission régionale ou d'une autre commission scolaire est assumé par chacune d'elles en fonction du coût des services de transport reçus ou selon une proportion que détermine le gouvernement, déduction faite des subventions accordées à ces fins.

Dépenses de transport.

«**440.1** Le coût des dépenses de transport effectué par une commission régionale pour le compte d'un collège d'enseignement



général et professionnel ou d'une institution d'enseignement privée est assumé par ce collège ou cette institution en fonction du coût des services reçus, déduction faite des subventions accordées à ces fins.».

L.R.Q.,  
c. I-14,  
a. 441,  
rempl.

**10.** L'article 441 de cette loi, remplacé par l'article 366 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

Applica-  
tion,  
aa. 226 à  
231.

«**441.** Sans restreindre la portée de l'article 431, les dispositions de la sous-section 23 de la section IV de la Partie III concernant les devoirs des commissaires relativement aux taxes scolaires et celles de la Partie IV concernant l'évaluation de la propriété et les taxes scolaires s'appliquent, en les adaptant, à la commission régionale.».

L.R.Q.,  
c. I-14,  
a. 504,  
mod.

**11.** L'article 504 de cette loi, modifié par l'article 370 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par l'addition, après le quatrième alinéa, du suivant:

Gestion  
des sub-  
ventions.

«Le Conseil reçoit aussi, pour le compte des commissions scolaires, les subventions de transport scolaire que peut leur accorder le ministre des Transports et il leur transmet ces montants.».

L.R.Q.,  
c. E-9,  
a. 59, rempl.,  
aa. 59.1 à  
59.3, aj.  
Entente  
relative au  
transport  
des élèves.

**12.** L'article 59 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) est remplacé par les suivants:

«**59.** Une institution peut conclure une entente avec une commission scolaire en vertu de l'article 431.1 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) pour assurer le transport des personnes qui la fréquentent et leur en réclamer le coût qu'elle doit assumer en vertu de l'article 440.1 de cette loi.

Organisa-  
tion du  
transport  
des élèves.

«**59.1** Une institution peut toutefois, avec l'autorisation préalable du ministre des Transports, organiser elle-même, en tout ou en partie, le transport des personnes qui la fréquentent et conclure un contrat à cette fin. Elle peut en réclamer le coût à ceux qui en bénéficient, déduction faite des subventions accordées à ces fins.

Applica-  
tion,  
L.R.Q.,  
c. I-14,  
aa. 431.2 à  
431.6.

«**59.2** Les articles 431.2 à 431.6 de la Loi sur l'instruction publique s'appliquent, en les adaptant, à une institution qui organise elle-même le transport des personnes qui la fréquentent.

Subven-  
tions.

«**59.3** Le ministre des Transports peut accorder des subventions, dont il détermine dans chaque cas le montant, pour le trans-



port de personnes fréquentant une institution déclarée d'intérêt public. Ces montants sont approuvés par le Conseil du trésor.».

L.R.Q.,  
c. C-29,  
a. 6, mod.

**13.** L'article 6 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29), modifié par l'article 3 du chapitre 24 des lois de 1979, est de nouveau modifié par la suppression des trois derniers alinéas.

L.R.Q.,  
c. C-29,  
aa. 6.1 à  
6.3, aj.

**14.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 6, des articles suivants:

Entente  
relative au  
transport  
des élèves.

«**6.1** Un collège peut conclure, avec une commission régionale ou une commission scolaire, une entente en vertu de l'article 431.1 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) pour assurer le transport des personnes qui le fréquentent et leur en réclamer le coût qu'il doit assumer en vertu de l'article 440.1 de cette loi.

Organisa-  
tion du  
transport  
des élèves.

«**6.2** Un collège peut toutefois, avec l'autorisation préalable du ministre des Transports, organiser lui-même, en tout ou en partie, le transport des personnes qui le fréquentent et conclure un contrat à cette fin. Il peut en réclamer le coût à ceux qui en bénéficient.

Applica-  
tion,  
L.R.Q.,  
c. I-14,  
aa. 431.2 à  
431.6.

«**6.3** Les articles 431.2 à 431.6 de la Loi sur l'instruction publique s'appliquent, en les adaptant, à un collège qui organise lui-même le transport des personnes qui le fréquentent.».

L.R.Q.,  
c. S-36,  
certains  
articles,  
ab.

**15.** La section VII comprenant l'article 9, les paragraphes 2 et 3 de l'article 11 et le quatrième alinéa de l'article 13 de la Loi sur les subventions aux commissions scolaires (L.R.Q., chapitre S-36) sont abrogés.

1969, c. 83,  
a. 251,  
mod.

**16.** L'article 251 de la Loi de la Communauté urbaine de Québec (1969, chapitre 83), modifié par l'article 44 du chapitre 88 des lois de 1971, par l'article 130 du chapitre 55 des lois de 1972 et par l'article 72 du chapitre 103 des lois de 1978, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Voyages  
spéciaux.

«1. La Commission de transport peut effectuer des voyages spéciaux et des voyages à charte-partie sur son territoire.»;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Contrat de  
transport  
scolaire.

«3. La Commission de transport peut conclure un contrat de transport scolaire dans le cadre de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Juridiction  
terri-  
toriale.

La Commission de transport a compétence pour exécuter, même en-dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission régionale ou avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission régionale ou de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu de l'article 211.».

1969, c. 83,  
a. 252,  
remp.

**17.** L'article 252 de cette loi est remplacé par le suivant:

Visites  
touris-  
tiques.

«**252.** Avant d'exploiter un service de visites touristiques, la Commission de transport doit soumettre ses tarifs, pour approbation, à la Commission des transports du Québec.».

1969, c. 84,  
a. 313,  
mod.

**18.** L'article 313 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), modifié par les articles 135 et 173 du chapitre 55 des lois de 1972, par l'article 10 du chapitre 104 des lois de 1978 et par l'article 427 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Voyages  
spéciaux.

«1. La Commission peut effectuer des voyages spéciaux et des voyages à charte-partie sur son territoire.»;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Contrat de  
transport  
scolaire.

«3. La Commission peut conclure un contrat de transport scolaire dans le cadre de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Juridiction  
territo-  
riale.

La Commission a compétence pour exécuter, même en-dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission régionale ou avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission régionale ou de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu de l'article 269.».

1969, c. 84,  
a. 314,  
remp.

**19.** L'article 314 de cette loi est remplacé par le suivant:

Visites  
touris-  
tiques.

«**314.** Avant d'exploiter un service de visites touristiques, la Commission doit soumettre ses tarifs, pour approbation, à la Commission des transports du Québec.».

1969, c. 85,  
a. 247,  
mod.

**20.** L'article 247 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85), modifié par les articles 142 et 173 du chapitre 55 des lois de 1972, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Voyages  
spéciaux.

«1. La Commission de transport peut effectuer des voyages spéciaux et des voyages à charte-partie sur son territoire.»;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Contrat de transport scolaire.

«3. La Commission de transport peut conclure un contrat de transport scolaire dans le cadre de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Juridiction territoriale.

La Commission de transport a compétence pour exécuter, même en-dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission régionale ou avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission régionale ou de cette commission scolaire recoupe son territoire.».

1969, c. 85,  
a. 248,  
remp.

**21.** L'article 248 de cette loi est remplacé par le suivant:

Visites touristiques.

«**248.** Avant d'exploiter un service de visites touristiques, la Commission de transport doit soumettre ses tarifs, pour approbation, à la Commission des transports du Québec.».

1965,  
1<sup>re</sup> sess.,  
c. 89,  
a. 102,  
mod.

**22.** L'article 102 de la Charte de la Ville de Laval (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 89), édicté par l'article 25 du chapitre 99 des lois de 1971 et modifié par l'article 151 du chapitre 55, par l'article 1 du chapitre 77 des lois de 1972 et par l'article 6 du chapitre 37 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Voyages spéciaux.

«1. La Commission peut effectuer des voyages spéciaux et des voyages à charte-partie sur son territoire.»;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Contrat de transport scolaire.

«3. La Commission peut conclure un contrat de transport scolaire dans le cadre de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Juridiction territoriale.

La Commission a compétence pour exécuter, même en-dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission régionale ou avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission régionale ou de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu des articles 47 et 48.».

1965,  
1<sup>re</sup> sess.,  
c. 89,  
a. 103,  
remp.

**23.** L'article 103 de cette loi, modifié par l'article 2 du chapitre 77 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Visites touristiques.

«**103.** Avant d'exploiter un service de visites touristiques, la Commission doit soumettre ses tarifs, pour approbation, à la Commission des transports du Québec.».

1971, c. 98,  
a. 76, mod.

**24.** L'article 76 de la Loi constituant la Commission de transport de la Rive Sud de Montréal (1971, chapitre 98), modifié par

l'article 155 du chapitre 55 des lois de 1972 et par l'article 14 du chapitre 91 des lois de 1973, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Voyages  
spéciaux.

«1. La Commission peut effectuer des voyages spéciaux et des voyages à charte-partie sur son territoire.»;

2° par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

Contrat de  
transport  
scolaire.

«3. La Commission peut conclure un contrat de transport scolaire dans le cadre de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Juridiction  
territo-  
riale.

La Commission a compétence pour exécuter, même en-dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission régionale ou avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission régionale ou de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu des articles 19 et 20.».

1971, c. 98,  
a. 77, remp.

**25.** L'article 77 de cette loi est remplacé par le suivant:

Visites  
touris-  
tiques.

«**77.** Avant d'exploiter un service de visites touristiques, la Commission doit soumettre ses tarifs, pour approbation, à la Commission des transports du Québec.».

L.R.Q.,  
c. C-70,  
a. 53,  
ramp.

**26.** L'article 53 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70) est remplacé par le suivant:

Permis de  
transport  
en com-  
mun.

«**53.** La corporation est réputée être titulaire d'un permis de transport en commun de la Commission pour l'exécution de voyages spéciaux ou à charte-partie et pour les fins de la réglementation du transport saisonnier de personnes.».

L.R.Q.,  
c. C-70,  
a. 63, mod.

**27.** Cette loi est modifiée par le remplacement du deuxième alinéa de l'article 63 par le suivant:

Juridiction  
de la Com-  
mission.

«Elle est alors soumise à la juridiction de la Commission, sauf dans le cadre d'une exploitation faite en vertu des articles 67 et 67.1.».

L.R.Q.,  
c. C-70,  
a. 64, ab.

**28.** L'article 64 de cette loi est abrogé.

L.R.Q.,  
c. C-70,  
a. 66, remp.

**29.** L'article 66 de cette loi est remplacé par le suivant:

Contrat de  
transport  
scolaire.

«**66.** La corporation peut conclure un contrat de transport scolaire dans le cadre de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre

E-9) et de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Juridiction  
territo-  
riale.

La corporation a compétence pour exécuter, même en-dehors de son territoire, un contrat qu'elle a conclu avec une commission régionale ou avec une commission scolaire pourvu que le territoire de cette commission régionale ou de cette commission scolaire recoupe celui où elle opère en vertu des articles 4 et 67.».

L.R.Q.,  
c. C-70,  
a. 67.1, aj.

**30.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 67, du suivant:

Transport  
des person-  
nes handi-  
capées.

«**67.1** La corporation, sans permis, a juridiction pour conclure une entente avec une municipalité qui ne fait pas partie de son territoire, ni du territoire d'une autre corporation ou d'une commission de transport, pour assurer un service de transport spécial pour les personnes handicapées. L'entente doit prévoir la durée et les modalités du service, le montant de la contribution de la municipalité et elle doit préalablement être approuvée par le ministre des Transports.».

1981, c. 7,  
a. 269,  
rempl.

**31.** L'article 269 du Code de la sécurité routière (1981, chapitre 7) est remplacé par le suivant:

Infractions  
et peines.

«**269.** Le propriétaire dont le véhicule n'est pas conforme aux exigences de l'un des articles 202, 233, 246 ou 254, du premier alinéa de l'article 203, ou quiconque contrevient à l'un des articles 204, 218, 224 ou 261 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 25 \$ à 50 \$.».

1981, c. 7,  
a. 270,  
rempl.

**32.** L'article 270 de ce code est remplacé par le suivant:

Infractions  
et peines.

«**270.** Le propriétaire dont le véhicule n'est pas conforme aux exigences de l'un des articles 205, 220, 223, 229 à 231, 236, 248, ou quiconque contrevient à l'un des articles 239 ou 253 commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende de 50 \$ à 100 \$.».

1981, c. 7,  
a. 386,  
rempl.

**33.** L'article 386 de ce code est remplacé par le suivant:

Interpré-  
tation.

«**386.** Dans la présente division, à moins que le contexte n'indique un sens différent, l'expression «autobus affecté au transport d'écoliers» comprend le mini-bus affecté à un tel transport.».

1981, c. 7,  
a. 387,  
rempl.

**34.** L'article 387 de ce code est remplacé par le suivant:

Nombre  
maximum  
de person-  
nes.

«**387.** Malgré l'article 462, le conducteur d'un autobus affecté au transport d'écoliers ne peut accepter plus de personnes qu'il n'y a de places disponibles pour les asseoir. Il doit s'assurer que toutes



les personnes sont assises avant de mettre son véhicule en mouvement et pendant le trajet.».

1981, c. 7,  
a. 388,  
remp.

**35.** L'article 388 de ce code est remplacé par le suivant:

Montée ou  
descente  
des per-  
sonnes.

«**388.** Le conducteur d'un autobus affecté au transport d'écoliers doit, lorsqu'il s'arrête pour faire monter ou descendre des personnes, donner l'alerte en mettant en marche les feux intermittents prévus par l'article 207 tant que les personnes ne sont pas en sécurité.».

1981, c. 7,  
a. 389,  
remp.  
Autobus  
en file.

**36.** L'article 389 de ce code est remplacé par le suivant:

«**389.** Aux fins de l'article 388, lorsque des autobus affectés au transport d'écoliers sont immobilisés à la file et que le conducteur de l'un de ces autobus fait monter ou descendre des personnes, le conducteur d'un autobus qui suit doit également mettre en marche les feux intermittents de son véhicule.».

1981, c. 7,  
a. 500,  
mod.

**37.** L'article 500 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Responsa-  
bilité du  
proprié-  
taire.

«Dans le cadre d'une infraction à l'un des articles 32, 33, 65, 66, 67, 84, 85, 87 à 90, 100, 132, 145, 146, 275 à 280, 282 à 301, 303 à 306, 313, 314, 318, 325 à 363, 373 à 375, 378 à 382, 384, 385, 387 à 401, 404, 407, 409, 419, 428, 436, 439, au cinquième alinéa de l'article 440, à l'article 441, aux deuxième et troisième alinéas de l'article 442, à l'un des articles 453, 456 et 459 à 464 ou à un règlement municipal au même effet, le propriétaire n'est cependant responsable que s'il est démontré qu'il était le conducteur du véhicule au moment de l'infraction ou qu'il se trouvait dans le véhicule alors conduit par son préposé. Dans ce dernier cas, le tribunal peut condamner l'un ou l'autre ou les deux à la fois.».

L.R.Q.,  
c. C-19,  
aa. 467.1 à  
467.7, aj.

**38.** La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifiée par l'addition, après l'article 467, des sous-sections et des articles suivants:

« § 22.1 — *De l'organisation d'un service de transport en commun*

Transport  
en commun  
de person-  
nes.

«**467.1** Le conseil peut, par règlement approuvé par le ministre des Transports, organiser un service de transport en commun de personnes dans le territoire de la municipalité ainsi qu'à l'extérieur de ce territoire pourvu que le point d'origine ou la destination soit situé dans ce territoire. Ce règlement doit décrire le service projeté.

Contrat de  
transport.

«**467.2** Ce transport ne peut être effectué que par un organisme public de transport en commun, un titulaire de permis de

transport en commun ou un transporteur scolaire conformément à un contrat conclu avec la municipalité.

Transporteur scolaire.

Lorsqu'il est effectué par un transporteur scolaire, celui-ci ne peut le faire qu'au moyen d'autobus d'écoliers.

Conditions de validité.

«**467.3** Pour être valide, le contrat de transport en commun doit décrire le service, en prévoir les conditions, fixer les tarifs et avoir reçu l'approbation du ministre des Transports.

Application de la Loi sur les transports.

«**467.4** La Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12), les règlements adoptés sous son empire et les ordonnances mentionnées au deuxième alinéa de l'article 89 de cette loi s'appliquent au transporteur sous contrat avec la municipalité sauf en ce qui concerne l'obligation de détenir un permis et l'établissement des parcours, des horaires et des tarifs pour le service faisant l'objet du contrat.

Exception, a. 467.1.

«**467.5** L'article 467.1 ne s'applique pas à une municipalité située dans le territoire d'un organisme public de transport en commun ou à une municipalité dans le territoire de laquelle un titulaire de permis de transport en commun fournit un service similaire au service projeté à moins que ce titulaire ne soit partie au contrat avec cette municipalité.

« § 22.2 — *Des contrats de transport de personnes handicapées*

Transport de personnes handicapées.

«**467.6** Le Conseil peut contracter avec une corporation municipale de transport ou une corporation intermunicipale de transport pour assurer un service de transport spécial pour les personnes handicapées de la municipalité. Le contrat doit prévoir la durée et les modalités du service, le montant de la contribution de la municipalité et il doit préalablement être approuvé par le ministre des Transports.

Exception, a. 467.6.

«**467.7** L'article 467.6 ne s'applique pas à une municipalité située dans le territoire d'une corporation municipale ou intermunicipale de transport ou d'une commission de transport.».

C.m., aa. 398b à 398h, aj.

**39.** Le Code municipal est modifié par l'addition, après l'article 398a, des sections et des articles suivants:

«SECTION VII B

«DE L'ORGANISATION D'UN SERVICE DE TRANSPORT EN COMMUN

Transport en commun de personnes.

«**398b.** Toute corporation locale peut, par règlement approuvé par le ministre des Transports, organiser un service de transport en commun de personnes dans le territoire de la munici-



palité ainsi qu'à l'extérieur de ce territoire pourvu que le point d'origine ou la destination soit situé dans ce territoire. Ce règlement doit décrire le service projeté.

Contrat de transport.

«**398c.** Ce transport ne peut être effectué que par un organisme public de transport en commun, un titulaire de permis de transport en commun ou un transporteur scolaire conformément à un contrat conclu avec la corporation.

Transporteur scolaire.

Lorsqu'il est effectué par un transporteur scolaire, celui-ci ne peut le faire qu'au moyen d'autobus d'écoliers.

Conditions de validité.

«**398d.** Pour être valide, le contrat de transport en commun doit décrire le service, en prévoir les conditions, fixer les tarifs et avoir reçu l'approbation du ministre des Transports.

Application de la Loi sur les transports.

«**398e.** La Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12), les règlements adoptés sous son empire et les ordonnances mentionnées au deuxième alinéa de l'article 89 de cette loi s'appliquent au transporteur sous contrat avec la corporation sauf en ce qui concerne l'obligation de détenir un permis et l'établissement des parcours, des horaires et des tarifs pour les services faisant l'objet du contrat.

Exception, a. 398b.

«**398f.** L'article 398b ne s'applique pas à une corporation dont le territoire fait partie du territoire d'un organisme public de transport en commun ou à une corporation dans le territoire de laquelle un titulaire de permis de transport en commun fournit un service similaire au service projeté à moins que ce titulaire ne soit partie au contrat avec cette corporation.

## «SECTION VII C

### «DES CONTRATS DE TRANSPORT DE PERSONNES HANDICAPÉES

Transport de personnes handicapées.

«**398g.** Toute corporation locale peut contracter avec une corporation municipale de transport ou une corporation intermunicipale de transport pour assurer un service de transport spécial pour les personnes handicapées de la municipalité. Le contrat doit prévoir la durée et les modalités du service, le montant de la contribution de la corporation locale et il doit préalablement être approuvé par le ministre des Transports.

Exception, a. 398g.

«**398h.** L'article 398g ne s'applique pas à une corporation locale dont le territoire fait partie du territoire d'une corporation municipale ou intermunicipale de transport ou d'une commission de transport.»

Maintien de la réglementation.

**40.** Les règlements adoptés en vertu des dispositions abrogées ou remplacées par les articles 2, 3, 7, 8, 9, 12 et 15 de la pré-

sente loi demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation, leur modification ou leur remplacement par un règlement adopté ou, selon le cas, par une décision du ministre des Transports prise en vertu des dispositions édictées par la présente loi.

Entrée en  
vigueur.

**41.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur, en tout ou en partie, à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.